L'Iran dans les crises du Moyen-Orient

Mohammad-Reza Djalili

Dans Politique étrangère 2016/2 Été , pages 37 à 48
Éditions Institut français des relations internationales

ISSN 0032-342X
ISBN 9782365674997
DOI 10.3917/pe.162.0037
Date de mise en ligne : 06/06/2016

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-2-page-37?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

L'Iran dans les crises du Moyen-Orient

Par **Mohammad-Reza Djalili**

Mohammad-Reza Djalili est professeur émérite à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève et co-auteur de *L'Iran en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2016.

La politique régionale de l'Iran vise à la fois la préservation du régime et le renforcement de la sécurité d'un pays isolé. Dans un environnement qu'elle perçoit comme dégradé, la République islamique renforce ses défenses, et met en œuvre une stratégie asymétrique jouant de divers alliés dans les crises régionales, sans référence systématique à une logique chiite. L'accord nucléaire de 2015 et la crise syrienne pourraient inciter l'Iran à briser son relatif isolement régional.

politique étrangère

Deux préoccupations majeures président à l'élaboration de la politique étrangère de la République islamique d'Iran : la sauvegarde de l'intérêt supérieur du régime et, plus traditionnellement, la défense de l'intérêt national. Le premier objectif est primordial, l'intérêt du régime (*masle-hat-e nezam*) renvoyant à la survie de celui-ci[1]. Quant à l'intérêt national (*manafe-e melli*), il est aussi pris en compte, surtout quand il se confond avec le premier objectif. Ces deux objectifs concernent certes à la fois la politique internationale et la politique régionale de Téhéran. La primauté de la survie du régime sur tout autre considération est telle qu'elle autorise, si nécessaire, le plus grand pragmatisme, et les changements les plus drastiques de politique.

Il en fut ainsi en juillet 1988, lorsque Khomeyni accepta la résolution 598 du Conseil de sécurité imposant un cessez-le-feu dans la guerre Iran-Irak.

1. L'intérêt du régime (*maslahat-e nezam*) est d'une importance telle qu'en 1988 l'ayatollah Khomeyni a mis en place une nouvelle institution, le Conseil de discernement de l'intérêt supérieur du régime. L'article 112 du texte – révisé en 1989 – de la Constitution de la République islamique est consacré à cette structure. À l'origine, ce Conseil, composé d'une trentaine de membres dont une partie sont des responsables des pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif, auxquels se joignent d'autres personnalités, toutes nommées par le Guide, avait pour mission d'arbitrer les conflits entre le Parlement et le Conseil des Gardiens. Progressivement, cet organisme a vu son pouvoir se renforcer. Ses décisions sont sans appel, sauf auprès du Guide.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Il en a été de même en 2013, quand l'Iran accepta de négocier avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne pour trouver une issue à la crise du nucléaire. À cette occasion, s'inspirant d'un acte attribué à Hassan, petit-fils du prophète et deuxième imam chiite, Ali Khamenei, le Guide suprême, justifia le retournement de situation en évoquant « la flexibilité héroïque »[2]. Il s'agit en fait de faire preuve de souplesse tactique face à l'adversaire pour mieux remporter la compétition. Comme on le voit, la boîte à outils du chiisme est riche de nombreux engins.

De cette approche découle une stratégie essentiellement défensive, dont le but premier est la survie d'un régime et la sécurité d'un pays relativement isolé sur la scène régionale et internationale. La sécurité interne est, dans ce contexte, prioritaire, mais elle ne peut être totalement dissociée des périls susceptibles de provenir de l'extérieur. Les dirigeants du régime iranien perçoivent les États-Unis et leurs alliés dans la région – pour l'essentiel Israël et certains pays arabes – comme la menace la plus importante pour leur sécurité.

À partir de ce constat, et d'événements particulièrement importants pour le pays depuis la révolution islamique – la guerre Iran-Irak, et les crises, confrontations et guerres dans son environnement géopolitique durant les années 2000 –, l'Iran a adopté une stratégie qui a évolué en fonction des transformations du contexte régional et international.

La guerre qu'a menée l'Irak contre l'Iran durant huit ans a constitué un moment fondateur pour la perception des réalités régionales et internationales du régime. Au plan global, le refus du Conseil de sécurité de condamner formellement l'agression irakienne a conduit la République islamique à se défier des institutions internationales, une défiance qui laissera des traces bien après la fin du conflit. Au niveau régional, Téhéran est bien obligée de constater son isolement. Mis à part la Syrie, aucun pays voisin, proche ou lointain, ne lui offre son soutien, même formel. L'Iran ne peut compter que sur lui-même, constat qui influencera ses options futures en matière stratégique et militaire.

La politique régionale de l'Iran entre 2001 et 2016

Depuis le tournant du siècle, six événements majeurs conditionnent l'évolution de la politique régionale de l'Iran : l'intervention américaine en Afghanistan en 2001 ; la guerre d'Irak et la chute de Saddam Hussein en 2003 ; le déclenchement des printemps arabes en 2010-2011 ; la guerre civile

2. L. Léma, *Le Temps*, 18 septembre 2013, disponible sur : <www.letemps.ch>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

en Syrie depuis 2012 ; la prise de Mossoul par Daech en juin 2014 ; la rupture des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, début 2016.

Quelques mois après la réélection du président réformateur Mohammad Khatami pour un deuxième mandat, les attentats du 11 Septembre frappent New-York et Washington. Immédiatement, de nombreux Iraniens – fait rare dans le monde musulman – manifestent spontanément leur solidarité avec le peuple américain. Les autorités condamnent également sans ambiguïté ces actes terroristes, et alors que la communauté internationale envisage une intervention en Afghanistan, Téhéran participe activement aux rencontres et discussions sur l'avenir de ce pays. Il apparaît de plus en plus évident que l'Iran et les États-Unis partagent un intérêt commun : combattre les talibans et Al-Qaïda. Une fenêtre d'opportunité semble s'ouvrir pour un rapprochement des deux pays. Une collaboration discrète quant aux opérations militaires se dessine, mais des deux côtés de fortes oppositions se manifestent quant à la poursuite d'une telle collaboration. Le 29 janvier 2002, le président George Bush place, dans son discours sur l'état de l'Union, l'Iran dans l'« axe du Mal », aux côtés de l'Irak et de la Corée du Nord, mettant ainsi un terme aux spéculations sur un éventuel dégel des relations américano-iraniennes. Au-delà de cet aspect des choses cependant, l'intervention en Afghanistan et la défaite des talibans, ennemis jurés des chiites et de l'Iran, constituent une aubaine pour Téhéran qui, non seulement voit disparaître une pression dangereuse sur son flanc est, mais peut entrevoir de nouvelles possibilités d'influence dans un pays voisin avec lequel il a de nombreuses affinités culturelles et historiques.

Deux ans plus tard, en mars 2003, Washington offre bien involontairement un nouveau cadeau à l'Iran – cadeau encore plus substantiel que le premier. En renversant le régime de Saddam Hussein, le pire ennemi de l'Iran, qui lui a imposé la guerre la plus désastreuse depuis les affrontements irano-russes du début du XIXe siècle, les Américains ouvrent à la République islamique de multiples perspectives, dont ils ne soupçonnent sans doute pas, à l'époque, l'importance.

La première conséquence positive pour l'Iran de l'effondrement du pouvoir baasiste en Irak est la disparition de toute menace pour sa sécurité susceptible de venir du nouveau pouvoir qui s'installe à Bagdad[3]. À vue humaine, il semble désormais impossible qu'une nouvelle guerre soit envisagée entre les deux États voisins. Outre la guerre récente, et

3. « L'influence iranienne en Irak : possibilités et limites », *Questions internationales*, n° 70, novembre-décembre 2014, p. 100-106.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

sans remonter aux confrontations entre Ottomans et Safavides sur la Mésopotamie, depuis la création de l'État irakien après la Première Guerre mondiale, les relations entre Téhéran et Bagdad ont souvent été tendues. Des années durant, avant l'accord d'Alger de 1975 mettant un terme au contentieux sur le Chatt-El-Arab, une sorte de guerre froide larvée a même existé entre les deux pays. Or, la deuxième conséquence de 2003 est l'arrivée au pouvoir en Irak, pour la première fois, d'un pouvoir dominé par la majorité chiite : un changement considérable, à la fois pour la région du golfe Persique et pour l'ensemble du monde arabe. L'Iran, seul État chiite riverain du Golfe, a désormais pour voisin un pays où les chiites duodécimains sont au pouvoir. Et pour la première fois dans un pays arabe, le pouvoir est passé de la minorité sunnite à la majorité chiite.

Téhéran peut donc espérer faire de l'Irak un partenaire, peut-être même un allié. Et à travers l'Irak nouveau qui se dessine, l'Iran pourrait renforcer son influence régionale. Il ne s'agit pas du simple remplacement à ses frontières d'un régime hostile par un régime amical. Le rapprochement avec Bagdad renforce la position iranienne dans l'ensemble de la région du Levant. En fait, il s'agit d'une dernière pièce complétant un puzzle mis en place depuis une vingtaine d'années par la République islamique. Dans la vaste région qui s'étend de l'ouest du plateau iranien aux rivages de la Méditerranée orientale, l'axe Téhéran-Damas a permis à l'Iran de développer une présence en Palestine, par l'intermédiaire du Hamas et d'autres mouvements, et au Liban par le truchement du Hezbollah. L'Irak s'ajoutant à ce groupe, l'Iran dispose désormais d'une contiguïté de territoire avec le Levant. Le renforcement sans précédent de l'influence iranienne dans cette zone donne corps à ce que certains dirigeants arabes sunnites vont appeler le croissant ou l'arc chiite.

L'Irak, nouveau partenaire

Les années qui suivent la chute de Saddam Hussein sont consacrées par Téhéran au renforcement de sa présence politique, économique et même sécuritaire en Irak, avec par exemple une contribution à la formation de milices chiites locales – tout ceci, déjà durant la présence des forces américaines. Avec le départ des Américains en 2011, l'implication iranienne chez le voisin s'amplifie encore. Dans le même temps, en Syrie et au Liban, la République islamique raffermit ses positions, surtout suite à la confrontation de 2006 entre le Hezbollah et les Israéliens.

Les forces israéliennes échouent à cette occasion à anéantir le Hezbollah – ce qui est considéré par les Arabes comme une victoire de ce dernier. Les Iraniens, qui arment et financent le Hezbollah, et par la suite vont aider à la reconstruction des zones sinistrées du Liban, vont jouir, pour un temps,

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

d'une image positive dans l'opinion publique arabe sunnite. Une vision confortée par la crise du nucléaire, déclenchée en 2003, et qui est perçue dans la région comme un défi lancé par l'Iran à Israël et à l'Occident.

Avec les printemps arabes, la situation régionale se transforme profondément. Au début, Téhéran observe avec grand intérêt des révoltes qui se propagent rapidement en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Les responsables iraniens tentent immédiatement de récupérer idéologiquement les événements en les présentant comme une conséquence de la révolution islamique de 1979. Ils choisissent d'ailleurs de les qualifier de « vague d'éveil islamique », insistant sur leur caractère religieux, plus que sur le fait qu'ils touchent avant tout des « pays arabes ». Au-delà de ce discours général, l'appréciation par le régime iranien des divers mouvements de contestation n'a pas été uniforme. Le régime a réagi en fonction de ses intérêts idéologiques et géopolitiques, soutenant ceux qui touchaient des pays arabes conservateurs pro-occidentaux comme la Tunisie, Bahreïn ou l'Égypte, dénonçant violemment celui qui, en Syrie, mettait en danger son seul véritable allié arabe, de longue date.

Ce premier temps de la réaction, surtout marqué par des divergences d'interprétation et la formation progressive d'une grille de lecture particulière des évolutions du monde arabe, est très vite dépassé. Face à une crise syrienne qui, en 2012, prend des allures de guerre civile et menace l'avenir de la politique de Téhéran dans la région, la République islamique doit réagir. Pour Téhéran comme pour Damas, les troubles syriens ne sont pas le fait d'un éveil de l'islam, ni d'un printemps arabe, mais d'un « complot » fomenté par les Occidentaux, aidés de leurs alliés turcs et des monarchies arabes au profit des Israéliens. Téhéran rejette sur ces pays la responsabilité de l'aggravation de la crise syrienne, niant l'ampleur des protestations populaires, et passant sous silence les responsabilités du régime syrien et son extrême violence dans la répression. Téhéran est dès lors obligé de s'engager directement dans le conflit, et offre un soutien multiforme au gouvernement de Bachar Al-Assad. Outre un appui politique et diplomatique jamais démenti, l'Iran offre son aide économique et financière à son allié. Au plan militaire, outre la fourniture d'armes et de matériel, il met à la disposition de Damas des « conseillers » militaires issus de la division *Al-Qods* des Gardiens de la révolution, division formée pour les interventions à l'étranger[4]. En 2013, le Hezbollah libanais intervient également en Syrie ; il sera suivi par les milices chiites irakiennes, et par des volontaires

4. La présence des Gardiens de la révolution en Syrie est officiellement justifiée pour sécuriser le mausolée de Zeynab, fille d'Ali qui se trouve dans la banlieue de Damas.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

chiites venus d'autres pays, comme le Pakistan ou l'Afghanistan, et que Téhéran encadre et arme[5]. Jusqu'à l'intervention militaire russe de septembre 2015, l'Iran sera le soutien le plus actif de Bachar Al-Assad.

En juin 2014, Mossoul, la grande ville du nord de l'Irak, tombe aux mains de l'Organisation de l'État islamique (Daech) déjà présente en territoire syrien : un événement d'une grande importance pour la région dans son ensemble, mais particulièrement pour l'Irak, la Syrie, et l'Iran. Profondément hostile au chiisme et donc à la République islamique, l'organisation de l'État islamique menace les intérêts iraniens. En Irak, Daech s'appuie sur le ressentiment de la minorité sunnite à l'égard du pouvoir de Bagdad, dirigé à l'époque par le premier ministre Nouri Al-Maliki, chiite et allié de Téhéran. Quant à Téhéran, il est confronté à un ennemi irréductible, dont le territoire se rapproche de ses frontières, et qui peut aussi faire des émules à l'est du pays, dans des régions proches du Pakistan et de l'Afghanistan[6]. Si Daech ne met pas directement en danger la sécurité de l'Iran, il contribue clairement à la dégradation de son environnement stratégique.

Dans ces conditions Téhéran n'a d'autre choix que de s'engager dans la lutte contre ce mouvement, en Irak comme en Syrie. C'est en s'appuyant sur ses milices supplétives chiites encadrées par des *pasdarans* que le pays se lance dans la lutte armée, tout en soutenant matériellement les forces kurdes qui luttent aussi contre Daech. Pour sa propre sécurité, Téhéran fixe une limite de 40 km de distance par rapport à ses frontières. Si Daech venait à dépasser cette limite, les forces armées iraniennes interviendraient massivement. Malgré la prise en compte du danger que représente Daech pour l'ensemble de la région, il faudra du temps pour que l'importance de l'implication iranienne dans la lutte contre celui-ci soit reconnue par la communauté internationale. L'invitation de l'Iran à participer, pour la première fois, aux négociations sur la Syrie qui se sont ouvertes à Vienne le 30 octobre 2015, met un terme à la mise à l'écart de Téhéran.

Début janvier 2016 une nouvelle crise éclate entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Le 2 janvier sont exécutés à Riyad le chef religieux chiite Bager Al-Nimr, ainsi que 46 autres personnes condamnées pour « terrorisme ». À Téhéran et Machhad, les missions diplomatiques de l'Arabie sont attaquées par la foule. Le 3 janvier, Riyad annonce la rupture des relations diplomatiques avec Téhéran. Le 4 janvier, les alliés de l'Arabie Saoudite

5. R. Gérard, « En Syrie, des Afghans chiites combattent pour le compte de l'Iran », *Le Monde*, 2 février 2016.
6. D. Chaudet, « La guerre iranienne contre le terrorisme. Le cas du Jundallah », *Diploweb*, 28 mars 2012, disponible sur : <www.diploweb.com>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

lui emboîtent le pas, annonçant la rupture de leurs relations avec l'Iran. Bahreïn, suivi par le Soudan, rompt avec Téhéran, tandis que les Émirats arabes unis rappellent leur ambassadeur et réduisent leurs liens. Le Conseil de sécurité condamne l'attaque des missions diplomatiques de Riyad. Le président Rohani déclare que les responsables de l'attaque des missions diplomatiques seront poursuivis par la justice ; mais les événements attisent la polarisation confessionnelle dans les pays du Levant et riverains du golfe Persique, ce qui promet d'intensifier la guerre par procuration que se livrent l'Iran et l'Arabie Saoudite.

La rivalité qui oppose les deux pays remonte à la fondation, en 1979, de la République islamique. Dès les premiers mois de sa prise de pouvoir, l'ayatollah Khomeyni, qui entend exporter la révolution islamique, montre son peu de considération pour les Al-Saoud, et son rejet des régimes monarchiques, en critiquant le conservatisme du régime saoudien et surtout son alliance avec les États-Unis. Après le déclenchement de la guerre Iran-Irak, l'Arabie Saoudite soutient Saddam Hussein, fournit une aide financière substantielle à Bagdad, et crée en 1981 le Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour contrer l'Iran, et étendre sa zone d'influence. Mais la lutte entre les deux pays se joue aussi sur le plan économique. Afin d'affaiblir l'Iran, Riyad augmente sa production de pétrole, fait chuter les prix, et met en péril les exportations de Téhéran. En juillet 1987, des pèlerins iraniens, encadrés par les représentants du régime de Téhéran, organisent une manifestation anti-américaine à La Mecque, que répriment violement les autorités saoudiennes. Le bilan est de 402 morts, dont 275 Iraniens. À Téhéran, des manifestants saccagent l'ambassade d'Arabie Saoudite. Le 26 avril 1988 Riyad rompt ses relations diplomatiques avec l'Iran. La crise prend fin en 1991, quand les Saoudiens autorisent à nouveau le pèlerinage des Iraniens.

La rivalité Téhéran / Riyad

Les années 1990 coïncident avec une accalmie dans les rapports entre les deux pays, et à une reprise des relations diplomatiques. Après l'intervention américaine en Irak en 2003, l'installation d'un régime dirigé par les chiites à Bagdad va progressivement faire réapparaître de nouvelles tensions. Certes, l'opposition chiite-sunnite, ou plutôt chiite-wahhabite, forme depuis 1979 l'arrière-plan des rapports souvent tumultueux entre les deux États[7]. Mais avec les printemps arabes et les bouleversements qui se produisent dans la région, les antagonismes et rivalités entre l'Iran et l'Arabie Saoudite remontent à la surface, et prennent clairement, en tout

7. D. Cvach et B. Curmi, « Sunnites et chiites : fabrique d'un conflit », *Esprit*, octobre 2015, p. 75-91.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

cas du point de vue saoudien, l'aspect d'une confrontation chiite-sunnite, qui se manifeste dans le conflit du Yémen, à Bahreïn, parmi les minorités chiites du Royaume saoudien, au Liban, en Irak, et en Syrie. C'est donc une reprise de la guerre froide irano-saoudienne qui caractérise les années 1980, mais dans un contexte bien différent. Dans sa première phase, la confrontation indirecte avait une dimension plutôt bilatérale ; elle s'est aujourd'hui élargie, et de multiples acteurs y sont désormais impliqués. Les rivalités sectaires ont désormais pris une importance sans précédent. L'Arabie Saoudite est obsédée par l'hypothèse d'un encerclement chiite, et fait tout pour enfermer l'Iran dans un ghetto chiite pour limiter son influence dans le monde sunnite.

Les fondements de la stratégie régionale de l'Iran

L'analyse de cette politique régionale permet de dégager les traits structurants d'une stratégie iranienne qui se manifeste sous diverses formes, dont l'engagement par procuration, une stratégie militaire asymétrique, une volonté de dissuasion à l'intérieur et à l'extérieur du territoire iranien...

Que ce soit en Irak durant la présence américaine, après le départ des Américains ou dans la guerre civile syrienne, les forces armées iraniennes ne sont jamais intervenues directement et ouvertement. Certes, la présence d'officiers des Gardiens de la révolution, comme conseillers ou formateurs, a été signalée dans ces deux pays. Les autorités iraniennes ont même reconnu cette présence. Ainsi, depuis 2014-2015, des cérémonies funéraires sont régulièrement organisées pour le retour au pays de corps de *pasdarans* morts au combat en Syrie. On a vu aussi, lors de la reprise en mars 2015 de Tikrit, jusqu'ici occupée par les djihadistes de Daech, des photos du général Qasem Soleimani auprès des milices chiites engagées dans la reconquête de ce bastion sunnite. Comme on l'a relevé plus haut, l'aide iranienne aux forces syriennes, ainsi qu'aux milices proches de Téhéran, emprunte des formes multiples : soutien financier, fourniture d'armements et de matériel militaire, assistance logistique, encadrement, formation sur place ou en Iran. On a qualifié le mode d'intervention de l'Iran dans les crises et conflits régionaux de « guerre hybride », comparable aux opérations russes en Ukraine[8].

Conscient de ses faiblesses militaires – du fait des sanctions, d'un budget limité, d'un matériel peu performant et ancien, de capacités aériennes réduites - face à des adversaires comme les États-Unis, Israël ou même les

8. H. Gardener, « Hybrid Warfare: Iranian and Russian Version of *Little Green Men* and Contemporary Conflict », *Nato Research Paper*, n° 123, décembre 2015.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

monarchies arabes du Conseil de coopération du Golfe, l'Iran a opté pour une stratégie asymétrique. Téhéran ne peut évidemment pas se mesurer frontalement aux États-Unis, ni même à Israël qui possède les moyens militaires les plus performants dans la région, y compris en systèmes de missiles et en potentialité nucléaire. Quant aux États membres du CCG, avec leurs moyens financiers énormes, ils se sont dotés de systèmes d'armements sophistiqués et de forces aériennes conséquentes. Du point de vue strictement matériel, l'équilibre militaire, dans la zone du golfe Persique, penche en leur faveur[9]. Le choix d'une stratégie asymétrique s'est donc imposé de lui-même. Il s'agit là d'une différence fondamentale avec ce que fut la stratégie régionale de l'Iran à l'époque du shah, dans les années 1970 où les forces armées iraniennes remplissaient le vide de puissance laissé par le retrait des Britanniques de la région, et où elles intervenaient à Oman, mettant un terme en 1976 à la rébellion du Dhofar contre le sultan. Par ailleurs, et contrairement à l'Arabie Saoudite, qui peut former une coalition d'États, par exemple contre le terrorisme comme elle le fait depuis décembre 2015, la République islamique ne fait partie d'aucune alliance militaire, n'a signé d'accord de défense avec aucun État tiers, n'accueille aucune base étrangère sur son sol.

Pour contrer d'éventuelles menaces extérieures, la République islamique dispose de deux moyens de dissuasion. L'un à partir de son propre territoire, l'autre à l'extérieur du pays. À l'intérieur, l'Iran a mis en place une infrastructure scientifique et militaire de construction de missiles. Dans un premier temps, les Iraniens ont développé des missiles tactiques d'une portée de 80 à 750 km. Ces missiles pourraient détruire des cibles navales dans la zone du golfe Persique et en mer d'Oman. Puis Téhéran s'est lancé dans la construction de missiles balistiques de moyenne portée (*Medium Range Ballistic Missiles*), pouvant atteindre des cibles à une distance de 2 000 km. Il s'agit des *Shahab-3*, qui permettraient de frapper Israël, des bases américaines en Arabie Saoudite, en Irak, en Afghanistan, etc.

Une stratégie missilière cohérente

La construction des missiles iraniens est inspirée par des technologies russes, chinoises ou nord-coréennes. En octobre 2015, le ministre iranien de la Défense a annoncé la réussite d'un essai du nouveau missile *Emad*, guidé à distance. Celui-ci est conçu sur la base du *Shahab-3*, avec une portée équivalente mais une bien plus grande précision. Immédiatement après

9. A. H. Cordesman, « Military Spending and Arms Sales in the Gulf: How the Arab Gulf States Now Dominate the Change in the Military Balance », Center for Strategic and International Studies, 28 avril 2015, disponible sur : <http://csis.org>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

l'entrée en vigueur de l'accord sur le nucléaire, les États-Unis, invoquant la résolution 2231 du Conseil de sécurité, ont décidé de nouvelles sanctions contre l'Iran[10]. Pour les Iraniens, ces missiles n'ont pas vocation à emporter des têtes nucléaires, sont purement défensifs et ne sont donc pas touchés par la résolution 2231.

L'autre volet de la dissuasion iranienne consiste à utiliser, hors du territoire national, en cas d'attaque, les milices, partis politiques, et toutes autres organisations alliées de Téhéran ou sympathisants de la République islamique, en y adjoignant si nécessaire des Gardiens de la révolution chargés de les encadrer. Il s'agit concrètement d'éviter ce qui est arrivé à Saddam Hussein en Irak : en basant sa stratégie contre les forces de la coalition occidentale sur le seul territoire intérieur, il s'enfermait dans une position défensive contre des forces supérieurement équipées et armées. Doté de capacités de nuisance hors de ses frontières, l'Iran disposerait de leviers sur d'autres théâtres d'opérations – ce qui aurait au moins pour conséquence une dispersion des capacités de l'adversaire. La politique d'élargissement de l'influence iranienne au niveau régional et international, et par de multiples voies, ne répond certes pas aux seules considérations relatives à la sécurité du régime et du pays, mais ces préoccupations sont partie intégrante des ambitions d'un État qui entend faire reconnaître son statut de puissance régionale tout en évitant un affrontement direct avec des forces supérieures aux siennes.

Limites et perspectives de la politique régionale

Toute tentative d'élargissement de l'influence régionale iranienne basée sur des considérations confessionnelles atteint vite ses limites. À cette astreinte structurelle s'ajoutent depuis la révolution islamique des contraintes politiques, découlant de la volonté des acteurs adverses de marginaliser l'Iran.

Le Moyen-Orient est sunnite et les chiites y sont minoritaires, même si dans cette partie du monde musulman leur nombre est plus important, par rapport aux sunnites, que dans d'autres régions à populations musulmanes. Khomeyni le savait, et c'est pourquoi il a toujours présenté sa révolution comme islamique en minorant ses particularités chiites. De plus, en prônant le combat contre « l'arrogance mondiale » (l'impérialisme) ou en mettant l'accent sur la lutte entre les *mostazafin* (les opprimés) et les *mostakbarin* (les oppresseurs), il a voulu donner une dimension sociale à son idéologie, afin de s'attirer la sympathie des masses sunnites par un discours contestataire. Son opposition radicale à l'État d'Israël,

10. Informations disponibles sur : <www.bbc.com>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

sa volonté maintes fois réaffirmée de libérer Jérusalem, participaient aussi, entre autres éléments, de son entreprise de séduction de l'opinion publique sunnite. À partir des années 1990, l'Iran a développé ses liens avec le Hamas et le djihad islamique au détriment de ses relations avec l'OLP. En apportant une aide financière, et en fournissant armes et munitions à des organisations sunnites palestiniennes, Téhéran voulait montrer qu'il s'impliquait à sa manière dans le conflit arabo-israélien, et qu'il ne soutenait pas seulement au Proche-Orient un mouvement chiite comme le Hezbollah. Mais avec son engagement actif aux côtés de Bachar Al-Assad, la République islamique a perdu une part de sa crédibilité auprès du Hamas en particulier, et plus généralement des sunnites arabes. Dans les années 2014-2015, le Hamas a progressivement pris ses distances par rapport à l'Iran, et s'est rapproché de l'Arabie Saoudite.

En dépit de la solidarité avérée de l'Iran avec le monde chiite, la politique régionale de la République islamique ne peut être réduite à une politique pro-chiite. Les relations de l'Iran avec ses voisins ne sont pas seulement guidées par des critères religieux loin s'en faut, et l'évocation d'un « arc chiite », ou d'un « croissant chiite », est bien davantage le fait des dirigeants arabes sunnites que des Iraniens eux-mêmes[11]. Pragmatiques et réalistes, les responsables iraniens se sont toujours abstenus de mettre en avant une telle représentation de leur politique.

Au plan politique, avec la prise en otage des diplomates américains de novembre 1979 et la rupture des relations diplomatique avec Washington, l'Iran est entré dans une spirale d'isolement. Ce fut d'abord le temps des sanctions américaines, du gel des avoirs iraniens, et de la mise en place du tribunal arbitral irano-américain en 1981 à La Haye. Il faudra attendre l'entrée en vigueur de l'accord sur le nucléaire pour que 1,7 milliard de dollars de dettes et d'intérêts (qui remontent à la révolution islamique de 1979) soient remboursés à l'Iran. Ensuite sont venues les sanctions des États-Unis sur les violations des droits de l'homme et le soutien au terrorisme, qui sont toujours en place. Puis les sanctions liées au nucléaire, décidées par les Américains et les Européens, suivies des sanctions imposées par les résolutions du Conseil de sécurité. Ces trois dernières années l'extension des sanctions à des secteurs clés comme l'accès aux marchés financiers, ainsi que la chute drastique des exportations pétrolières, ont poussé l'Iran à négocier avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne. L'isolement de l'Iran durant tant d'années a eu un

11. Voir à ce propos, J.-P. Burdy, « Le "croissant chiite" : un discours récurrent sur la "menace iranienne" à l'épreuve de la Realpolitik », *Les clés du Moyen-Orient*, 28 juin 2012, disponible sur : <www.lesclesdumoyenorient.com>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

coût politique et économique considérable, tout en ayant des retombées bénéfiques pour ses voisins arabes riverains du golfe Persique. C'est sans doute une des raisons de l'opposition de l'Arabie Saoudite aux négociations entre Téhéran et les grandes puissances qui ont abouti à l'accord de l'été 2015 sur le programme nucléaire.

Que signifie cet accord ? S'agit-il de tourner la page des sanctions ? De donner une bouffée d'air à une économie qui en a bien besoin ? De faire passer l'Iran du statut d'État paria à celui d'État fréquentable, sinon d'État normal ? Dans cette dernière éventualité, la politique étrangère de Téhéran va-t-elle connaître des changements ? Officiellement, le Guide, qui en est l'architecte principal, a exclu une telle évolution. Mais dans le même temps il soutient la participation du pays à la conférence sur la Syrie, ce qui trahit sa volonté de faire de l'Iran une puissance régionale. Depuis 36 ans la diplomatie islamique, par certaines de ses prises de position, nous a habitués au double langage et au flou artistique. Mais après la levée de la plupart des sanctions, qui constituaient le dispositif central de son isolement, l'Iran aura le choix. Il peut opter pour la voie du dialogue, de la responsabilité et de l'ouverture, en s'opposant à la radicalisation, et en jouant un rôle constructif sur la scène régionale et internationale. Il peut, à l'inverse, s'obstiner sous une bonne volonté apparente, dans sa stratégie de « résistance » et sa politique de révolution permanente, au risque de se trouver à nouveau au ban des nations.

PE

Mots clés
Iran
Politique étrangère
Syrie
Arabie Saoudite